

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2004 B 03786

Numéro SIREN : 429 955 297

Nom ou dénomination : MANPOWER FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2022 sous le numéro de dépôt 25362

# **Manpower France**

Société par actions simplifiée

13, Rue Ernest Renan  
92000 NANTERRE

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021

## Manpower France

Société par actions simplifiée

13, Rue Ernest Renan

92000 NANTERRE

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

---

À l'associé unique de la société Manpower France

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Manpower France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▢ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▢ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▢ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▢ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▢ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 mars 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Didier OBRECHT



2021

Manpower®

**Annexes**

**SAS Manpower France**

**Exercice clos le 31.12.2021**





**BILAN AU 31 décembre 2021**  
(Montants exprimés en milliers d'euros)

| En K€<br>A C T I F                      | 31-déc-21        |                              |                  | 31-déc-20        | En K€<br>P A S S I F              | 31-déc-21        | 31-déc-20        |
|-----------------------------------------|------------------|------------------------------|------------------|------------------|-----------------------------------|------------------|------------------|
|                                         | Brut             | Amortissements et provisions | Net              | Net              |                                   |                  |                  |
| <b>ACTIF Immobilisé :</b>               |                  |                              |                  |                  | <b>CAPITAUX PROPRES</b>           |                  |                  |
| Immobilisations incorporelles           | 17 365           | 17 197                       | 169              | 196              | Capital                           | 50 000           | 50 000           |
| Immobilisations corporelles             | 108 190          | 88 593                       | 19 597           | 22 218           | Primes d'apport                   | 0                | 0                |
| Titres de participation                 |                  |                              |                  |                  | Réserves et report à nouveau      | 851 178          | 1 100 085        |
| Autres immobilisations financières      | 151 068          | 0                            | 151 068          | 171 054          | Résultat de l'exercice            | 66 480           | 31 093           |
| <b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>           | <b>276 623</b>   | <b>105 789</b>               | <b>170 834</b>   | <b>193 468</b>   | <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>     | <b>967 658</b>   | <b>1 181 178</b> |
|                                         |                  |                              |                  |                  | <b>PROVISIONS POUR RISQUES</b>    | <b>28 004</b>    | <b>32 730</b>    |
|                                         |                  |                              |                  |                  | <b>PROVISIONS POUR CHARGES</b>    | <b>56 708</b>    | <b>51 506</b>    |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                  |                  |                              |                  |                  | <b>DETTES</b>                     |                  |                  |
| Avances et acomptes versés sur commande | 151              |                              | 151              | 324              | Emprunts et dettes financières    | 2 229            | 1 680            |
| Clients et comptes rattachés            | 685 962          | 6 937                        | 679 025          | 619 581          | Fournisseurs et comptes rattachés | 21 207           | 22 034           |
| Autres créances                         | 1 062 065        | 0                            | 1 062 065        | 1 107 896        | Personnel et comptes rattachés    | 575 463          | 501 293          |
| Valeurs mobilières de placement         |                  |                              | 0                | 0                | Etat                              | 233 143          | 193 810          |
| Disponibilités                          | 4 252            |                              | 4 252            | 98 744           | Autres dettes                     | 34 438           | 37 209           |
| Charges constatées d'avance             | 2 524            |                              | 2 524            | 1 428            | Produits constatés d'avance       | 0                | 0                |
| <b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>            | <b>1 754 955</b> | <b>6 937</b>                 | <b>1 748 018</b> | <b>1 827 972</b> | <b>TOTAL DETTES</b>               | <b>866 481</b>   | <b>756 026</b>   |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                      | <b>2 031 578</b> | <b>112 726</b>               | <b>1 918 852</b> | <b>2 021 440</b> | <b>TOTAL PASSIF</b>               | <b>1 918 852</b> | <b>2 021 440</b> |

Les notes de l'annexe font partie intégrante des états financiers.

**COMPTE DE RESULTAT 2021**

(Montants exprimés en milliers d'euros)

| En K€                                       | Exercice 2021  | Exercice 2020 |
|---------------------------------------------|----------------|---------------|
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION :</b>            |                |               |
| Chiffre d'affaires                          | 3 351 775      | 2 927 747     |
| Autres produits                             | 8 227          | 1 449         |
| Reprises sur prov. et Transferts de charges | 28 599         | 66 751        |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION :</b>             |                |               |
| Frais de personnel                          | -3 002 575     | -2 684 882    |
| Autres charges                              | -138 657       | -122 453      |
| Impôts et taxes                             | -116 838       | -118 995      |
| Dotations aux amortissements et provisions  | -22 687        | -29 476       |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>              | <b>107 845</b> | <b>40 142</b> |
| RESULTAT FINANCIER                          | 1 120          | 702           |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL                       | 112            | 261           |
| PARTICIPATION                               | -11 228        | 0             |
| IMPOT SUR LES BENEFICES (dont CICE)         | -31 370        | -10 012       |
| <b>RESULTAT NET</b>                         | <b>66 480</b>  | <b>31 093</b> |
| <b>RESULTAT DE BASE PAR ACTION</b>          | <b>1,33 €</b>  | <b>0,62 €</b> |

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE 2021**

(Montants exprimés en milliers d'euros)

|                                                              | Exercice<br>2021 | Exercice<br>2020 |
|--------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (I)</b>                        | <b>72 166</b>    | <b>44 060</b>    |
| OPERATIONS D'EXPLOITATION :                                  |                  |                  |
| Variation Créances clients et autres                         | -13 232          | 73 648           |
| Variation des Dettes fournisseurs et autres                  | 109 905          | -103 784         |
| <b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION (II)</b>         | <b>96 673</b>    | <b>-30 136</b>   |
| OPERATIONS D'INVESTISSEMENT :                                |                  |                  |
| Cessions d'Immobilisations incorporelles et corporelles      | 0                | 0                |
| Acquisitions d'Immobilisations incorporelles et corporelles  | -3 866           | -4 053           |
| Cessions d'Immobilisations financières                       | 0                | 0                |
| Mouvement des immobilisations financières                    | 19 986           | 332              |
| <b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT (III)</b>      | <b>16 119</b>    | <b>-3 721</b>    |
| OPERATIONS DE FINANCEMENT :                                  |                  |                  |
| Dividendes                                                   | -280 000         | 0                |
| Autres Dettes financières                                    | 428              | -14              |
| <b>FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT (IV)</b>           | <b>-279 572</b>  | <b>-14</b>       |
|                                                              |                  |                  |
| <b>VARIATION DE TRESORERIE (I+II+III+IV)</b>                 | <b>-94 614</b>   | <b>10 189</b>    |
| Trésorerie au 1er janvier                                    | 97 978           | 87 788           |
| Trésorerie au 31 décembre                                    | 3 364            | 97 978           |
|                                                              |                  |                  |
| <b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (I+III+IV)</b> | <b>-191 287</b>  | <b>40 325</b>    |
| <b>EMPLOI NET</b>                                            | <b>-191 287</b>  | <b>0</b>         |
| <b>RESSOURCE NETTE</b>                                       | <b>0</b>         | <b>40 325</b>    |

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2021**

(Montants exprimés en milliers d'euros)

**1. PRINCIPES GENERAUX ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

Les comptes annuels sont établis selon les principes et méthodes comptables définis par le Plan Comptable Général tel que présenté par le règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général modifié par le règlement n°2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables du 4 novembre 2016, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les éléments du bilan sont comptabilisés à leur valeur historique. Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de Manpower France à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci.

Conformément à la loi et aux statuts de la société, les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les montants figurant dans l'annexe sont exprimés en milliers d'euros.

Début janvier 2020, la découverte d'un nouveau coronavirus (SARS-CoV-2) a été annoncée par les autorités sanitaires chinoises et l'OMS et la qualification de pandémie retenue par l'OMS, le 11 mars 2020. Dans les mois qui ont suivis, des mesures restrictives ont été imposées afin de limiter la propagation du virus.

Au cours de l'exercice 2021, certaines de ces mesures sanitaires ont eu un impact sur les activités et la situation financière de la Société. A cet égard, nous avons été amenés à prendre différentes mesures en conformité avec les directives gouvernementales afin de maintenir l'activité de la Société tout en nous assurant de la sécurité de l'ensemble des collaborateurs.

En 2021, le chiffre d'affaire a augmenté de 14,5% par rapport à l'exercice 2020 suite à la reprise d'activité.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des documents comptables sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

## 2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition et comprennent, notamment les droits aux baux, les logiciels et le fonds commercial.

Les variations de ce poste sont présentées dans le tableau ci-dessous :

|                              | Valeur brute        |              |            |                     |
|------------------------------|---------------------|--------------|------------|---------------------|
|                              | Solde au 31/12/2020 | Acquisitions | Sorties    | Solde au 31/12/2021 |
| Marques commerciales         | 0                   |              |            | 0                   |
| Fonds commercial             | 4 514               |              |            | 4 514               |
| Droits aux baux et assimilés | 2 984               | 40           | -95        | 2 929               |
| Progiciels                   | 9 922               | 0            | 0          | 9 922               |
| Immobilisations en cours     |                     |              |            |                     |
| <b>Total</b>                 | <b>17 420</b>       | <b>40</b>    | <b>-95</b> | <b>17 365</b>       |

|                              | Amortissement       |           |                     |
|------------------------------|---------------------|-----------|---------------------|
|                              | Solde au 31/12/2020 | Dotation  | Solde au 31/12/2021 |
| Marques commerciales         | 0                   |           | 0                   |
| Fonds commercial             | 4 514               |           | 4 514               |
| Droits aux baux et assimilés | 2 863               | 24        | 2 792               |
| Progiciels                   | 9 846               | 45        | 9 891               |
| <b>Total</b>                 | <b>17 223</b>       | <b>69</b> | <b>17 197</b>       |

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé selon le mode linéaire en fonction des durées de vie économiques suivantes :

- Les droits aux baux et assimilés sont dépréciés sur 9 ans, car ils sont considérés comme ayant une durée de vie finie.
- Les progiciels sont amortis sur une durée de 3 ans, conformément à la Loi de Finances du 29/12/2016.

### 3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production (coûts directs et indirects).

Les dépenses de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées, sauf dans le cas où elles contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation, auquel cas elles sont comptabilisées en immobilisations corporelles.

Les variations de ce poste sont présentées dans le tableau ci-dessous :

|                                | Valeur brute        |              |             |            |                     |
|--------------------------------|---------------------|--------------|-------------|------------|---------------------|
|                                | Solde au 31/12/2020 | Acquisitions | Sorties     | Transferts | Solde au 31/12/2021 |
| Matériel et mobilier de bureau | 12 029              | 446          | -77         |            | 12 398              |
| Matériel informatique          | 9 344               | 605          | -14         |            | 9 935               |
| Matériel de transport          | 0                   |              |             |            | 0                   |
| Agencements, installations     | 83 900              | 2 806        | -849        |            | 85 857              |
| Immobilisations en cours       | 31                  |              |             | -31        | 0                   |
| <b>Total</b>                   | <b>105 304</b>      | <b>3 857</b> | <b>-940</b> | <b>-31</b> | <b>108 190</b>      |

|                                | Amortissement       |              |             |                     |
|--------------------------------|---------------------|--------------|-------------|---------------------|
|                                | Solde au 31/12/2020 | Dotation     | Reprise     | Solde au 31/12/2021 |
| Matériel et mobilier de bureau | 10 227              | 608          | -69         | 10 766              |
| Matériel informatique          | 8 397               | 912          | -14         | 9 295               |
| Matériel de transport          | 0                   |              |             | 0                   |
| Agencements, installations     | 64 463              | 4 844        | -775        | 68 532              |
| <b>Total</b>                   | <b>83 087</b>       | <b>6 364</b> | <b>-858</b> | <b>88 593</b>       |

Les sorties concernent principalement les mises au rebut pour la rénovation d'agences et le renouvellement d'une partie du parc informatique.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées de vie économiques suivantes :

- |                                  |               |   |                         |
|----------------------------------|---------------|---|-------------------------|
| - Matériel et mobilier de bureau | Mobilier      | : | 6 ans en linéaire       |
|                                  | Téléphonie    | : | 3 ou 4 ans en linéaire  |
|                                  | Photocopieurs | : | 3 ans en linéaire       |
| - Matériel informatique          |               | : | 3 ou 4 ans en dégressif |
| - Matériel de transport          |               | : | 3 ou 4 ans en linéaire  |
| - Agencements, installations     |               | : | 9 ans en linéaire       |

#### 4. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Au 31 décembre 2021, ce poste comprend :

- Les dépôts de garantie essentiellement de loyers pour 832K€.
- Un prêt de 150 000 K€ à la société Manpower Global INC.

#### 5. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances clients et comptes rattachés incluent :

|                             | 31-déc-21      | 31-déc-20      |
|-----------------------------|----------------|----------------|
| Créances clients            | 490 128        | 455 900        |
| <i>dont clients douteux</i> | <i>8 657</i>   | <i>10 181</i>  |
| Effets en portefeuille      | 10 866         | 11 068         |
| Factures à établir          | 184 968        | 160 855        |
| Dépréciation                | -6 937         | -8 243         |
| <b>Total</b>                | <b>679 025</b> | <b>619 581</b> |

Les créances clients et comptes rattachés ont une échéance à moins d'un an.

Les provisions sont constituées sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances. Les créances sont transférées en clients douteux dès qu'apparaît une perte probable sur leur recouvrement. La provision pour dépréciation est déterminée, pour l'essentiel, par une analyse individuelle de chaque dossier par le service crédit.

## 6. AUTRES CREANCES ET CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

### 6-1 Autres créances

Les autres créances ont majoritairement une échéance à moins d'un an et comprennent :

|                                                           | 31-déc-21        |                        |                      | 31-déc-20        |
|-----------------------------------------------------------|------------------|------------------------|----------------------|------------------|
|                                                           | Total            | dont<br>à moins d'1 an | dont<br>de 1 à 5 ans |                  |
| Créances fiscales                                         | 66 182           | 66 182                 |                      | 85 226           |
| Créances sociales<br>(personnel et<br>organismes sociaux) | 23 703           | 23 703                 | -                    | 13 318           |
| Groupe et Associés                                        | 971 824          | 971 824                | -                    | 1 008 939        |
| Fournisseurs<br>débiteurs                                 | 41               | 41                     |                      | 225              |
| Autres                                                    | 316              | 316                    | -                    | 188              |
| Dépréciation                                              | -                | -                      | -                    | -                |
| <b>Total</b>                                              | <b>1 062 065</b> | <b>1 062 065</b>       | <b>0</b>             | <b>1 107 896</b> |

- Les créances fiscales comprennent pour l'essentiel :
  - Le chômage partiel 2 170 K€
  - Le CICE pour un total de 43 898 K€
  - La TVA pour un total de 9 932 K€
- Le poste Groupe et associés inclut les avances de trésorerie auprès de Manpower France Holding pour un montant de 971 064 K€.

### 6-2 Charges constatées d'avance

Elles concernent des charges d'exploitation liées pour l'essentiel à des abonnements de maintenance informatique payables d'avance et se décomposent ainsi :

| CCA                                        | 31-déc-21    | 31-déc-20    |
|--------------------------------------------|--------------|--------------|
| Loyers                                     | 65           | 115          |
| Prestations<br>maintenance<br>Informatique | 612          | 478          |
| Autres                                     | 1 847        | 835          |
| <b>Total</b>                               | <b>2 524</b> | <b>1 428</b> |



## 7. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

|                                       | Capital Social | Prime d'apport | Réserves     | Réserves Diverses | Report à nouveau | Résultat      | Capitaux Propres |
|---------------------------------------|----------------|----------------|--------------|-------------------|------------------|---------------|------------------|
| <b>Capitaux propres au 31/12/2020</b> | <b>50 000</b>  | -              | <b>5 000</b> | <b>1 001 486</b>  | <b>93 599</b>    | <b>31 093</b> | <b>1 181 178</b> |
| Affectation du résultat 2020          | -              |                |              |                   |                  |               | -                |
| Décision AG 2021                      |                |                |              |                   |                  |               | -                |
| Distribution de Dividendes            |                |                |              | - 155 308         | - 93 599         | - 31 093      | - 280 000        |
| Résultat de l'exercice                | -              | -              | -            |                   | -                | 66 480        | 66 480           |
| <b>Capitaux propres au 31/12/2021</b> | <b>50 000</b>  | -              | <b>5 000</b> | <b>846 178</b>    | -                | <b>66 480</b> | <b>967 658</b>   |

Au 31 décembre 2021, le capital social est détenu en totalité par Manpower France Holding SAS. Il est composé de 50 000 000 d'actions d'une valeur de 1 € chacune.

Manpower France est consolidée par Manpower Inc, société mère américaine (100 Manpower Place, Milwaukee, WI 53212 USA), suivant la méthode de l'intégration globale.

Les Etats Financiers consolidés sont disponibles en consultation sur le site web [www.manpowergroup.com](http://www.manpowergroup.com).

## 8. PROVISIONS POUR RISQUES &amp; CHARGES

La société est exposée à des risques réglementaires et sociaux liés aux spécificités du secteur du travail temporaire et du droit social.

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de Manpower France à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques de Manpower France ou d'engagements ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que Manpower France assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions pour risques et charges correspond à la sortie de ressources devant probablement être supportée par Manpower France pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les risques auxquels la société est exposée font l'objet de provisions estimées de façon individuelle en fonction des informations et analyses disponibles à la date d'arrêté des comptes, et de la réglementation en vigueur à cette date. Ces provisions sont ajustées ou reprises en fonction de l'évolution des risques.

Les mouvements comptabilisés au titre des provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

|                                       | <b>Solde au<br/>31/12/2020</b> | <b>Dotation de<br/>l'exercice</b> | <b>Reprise sur<br/>consommation</b> | <b>Reprise sans<br/>objet</b> | <b>Solde au<br/>31/12/2021</b> |
|---------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|
| <b>Provision<br/>pour risques</b>     | <b>32 730</b>                  | <b>8 425</b>                      | <b>3 949</b>                        | <b>9 202</b>                  | <b>28 004</b>                  |
| - URSSAF                              | 24 749                         | 5 742                             | 0                                   | 9 202                         | 21 289                         |
| - Autres                              | 7 981                          | 2 683                             | 3 949                               |                               | 6 715                          |
| <b>Provision<br/>pour<br/>charges</b> | <b>51 505</b>                  | <b>7 145</b>                      | <b>1 941</b>                        | <b>0</b>                      | <b>56 709</b>                  |
| - Retraite                            | 51 145                         | 7 123                             | 1 941                               |                               | 56 327                         |
| - Autres                              | 360                            | 22                                | 0                                   |                               | 382                            |
| <b>Total</b>                          | <b>84 235</b>                  | <b>15 570</b>                     | <b>5 890</b>                        | <b>9 202</b>                  | <b>84 713</b>                  |

### 8-1 Provisions pour risques

La dotation de l'exercice sur la provision URSSAF comprend la provision constituée au titre des salaires de l'année ainsi que l'actualisation des provisions constituées sur les années antérieures.

La ligne Autres provisions pour risques concerne des provisions constituées pour l'essentiel dans le cadre de contentieux avec le personnel.

### 8-2 Provision pour charges

La société Manpower comptabilise ses engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie ainsi que la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés.

L'évaluation de la provision Retraite est faite en application de la recommandation ANC 2013-02.

Les hypothèses actuarielles sont revues chaque année. Pour l'exercice 2021, elles se présentent ainsi :

- Age de départ à la retraite :  
65 ans pour les collaborateurs cadres,  
62 ans pour les autres collaborateurs,
- Evolution des salaires : basée sur l'historique des salaires par tranche d'âge
- Taux d'actualisation : 0,95 %
- Espérance de vie : basée sur les indices INSEE 2015-2017
- Taux de rotation : calculé suivant les données réelles de la société.

Au compte de résultat, la charge reportée correspond à la somme :

- du coût des services rendus qui matérialise l'augmentation des engagements liée à l'acquisition d'une année de droit complémentaire,
- et la charge d'intérêt qui traduit la désactualisation des engagements.

Les effets cumulés des écarts actuariels sont amortis dès lors que ceux-ci excèdent 10 % du montant de l'engagement brut des placements dédiés ou de la valeur de marché de ces placements en fin d'exercice. La société applique la "méthode du corridor". L'amortissement de ces écarts se fera à compter de l'exercice suivant leur constatation sur la durée résiduelle moyenne d'activité du personnel concerné.

L'engagement total est de 77 197 K€ au 31 décembre 2021.

La provision pour indemnités de départ à la retraite comptabilisée au 31 décembre 2021 représente un montant de 56 327 K€. Les écarts actuariels non comptabilisés s'élèvent à 20 870 K€, à comparer à un montant de 29 329 K€ à fin 2020.

La dotation nette constatée au cours de l'exercice est de 5 182 K€.

## 9. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les emprunts et dettes financières s'analysent comme suit :

|                                       | 31-déc-21    |                     |                   | 31-déc-20    |
|---------------------------------------|--------------|---------------------|-------------------|--------------|
|                                       | Total        | dont à moins d'1 an | dont de 1 à 5 ans |              |
| Etablissements de crédit              | 888          | 88                  |                   | 766          |
| Fonds de participation des salariés   | 341          | 341                 |                   | 323          |
| Groupe – Emprunts et comptes courants | 1 000        | 1 000               |                   | 591          |
| Autres                                | 0            | 0                   |                   | 0            |
| <b>Total</b>                          | <b>2 229</b> | <b>2 229</b>        | <b>0</b>          | <b>1 680</b> |

## 10. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Ceux-ci, à échéance à moins d'un an, incluent :

|                                      | 31-déc-21     | 31-déc-20     |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Dettes fournisseurs d'exploitation   | 7 605         | 5 611         |
| Dettes fournisseurs d'immobilisation | 45            | 151           |
| Charges à payer                      | 13 557        | 16 272        |
| <b>Total</b>                         | <b>21 207</b> | <b>22 034</b> |

## 11. PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES

Les dettes de personnel et comptes rattachés ont une échéance à moins d'un an et correspondent à des dettes envers :

|                                          | 31-déc-21      | 31-déc-20      |
|------------------------------------------|----------------|----------------|
| Personnel                                | 400 777        | 348 057        |
| <i>dont provision pour participation</i> | <i>11 228</i>  | <i>0</i>       |
| Organismes sociaux                       | 174 686        | 153 236        |
| <b>Total</b>                             | <b>575 463</b> | <b>501 293</b> |

La société emploie, au 31 décembre 2021, 3 159 salariés en contrat à durée indéterminée et 212 salariés en contrat à durée déterminée et 336 Apprentis et stagiaires, soit un total de 3 707 salariés (vs. 3 596 salariés en 2020), non compris le personnel intérimaire en mission. Au 31 décembre 2021, la société emploie 15 023 contrats de CDI Intérimaires.

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait à donner indirectement une rémunération individuelle.

Les charges de personnel permanent et intérimaire se décomposent comme suit :

|                  | 31-déc-21        | 31-déc-20        |
|------------------|------------------|------------------|
| Salaires         | 2 336 347        | 2 095 441        |
| Charges sociales | 666 228          | 589 441          |
| <b>Total</b>     | <b>3 002 575</b> | <b>2 684 882</b> |

## 12. DETTES FISCALES

Les dettes fiscales ont une échéance à moins d'un an et comprennent :

|                        | 31-déc-21      | 31-déc-20      |
|------------------------|----------------|----------------|
| Etat :                 |                |                |
| Impôt sur les sociétés | 31 559         | 10 144         |
| TVA                    | 180 764        | 166 770        |
| Autres                 | 20 820         | 16 896         |
| <b>Total</b>           | <b>233 143</b> | <b>193 810</b> |

Le poste Autres comprend essentiellement des charges fiscales à payer sur les frais de personnel.

## 13. AUTRES DETTES

Au 31 décembre 2021, les autres dettes s'élèvent à 34 438 K€ et correspondent pour l'essentiel à des avoirs à établir.

## 14. CHIFFRE D'AFFAIRES

Conformément au règlement comptable, la ventilation du chiffre d'affaires n'est pas mentionnée.

## 15. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'analyse comme suit :

|                                              | Exercice<br>2021 | Exercice<br>2020 |
|----------------------------------------------|------------------|------------------|
| Produits financiers de créances immobilisées | 2 035            | 1 573            |
| Autres Intérêts et produits assimilés        | 78               | 121              |
| Intérêts et charges assimilées               | -993             | -993             |
| Reprise sur provision pour dépréciation      |                  |                  |
| Gains ou pertes nets de change               | 0                | 0                |
| <b>Total</b>                                 | <b>1 120</b>     | <b>701</b>       |

Les produits financiers proviennent principalement des revenus d'avances faites à Manpower GLOBAL Inc, et à Manpower France Holding, et également des derniers intérêts facturés à Manpower INC USA maison mère de la société (remboursement de prêt intervenu le 27/04/2021).

Les autres intérêts et produits assimilés proviennent des intérêts de retard facturés aux clients.

Les charges financières sont composées essentiellement d'escomptes accordés pour 968 K€.

## 16. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel comprend les éléments suivants :

|                                                    | Exercice<br>2021 | Exercice<br>2020 |
|----------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Prix de cession des immobilisations cédées         |                  |                  |
| Valeur nette comptable des immobilisations sorties | -82              | -65              |
| Autres produits exceptionnels                      | 1 383            | 1 234            |
| Autres charges exceptionnelles                     | -1 189           | -908             |
| <b>Total</b>                                       | <b>112</b>       | <b>261</b>       |

## 17. IMPOSITION

La charge d'impôt de l'exercice, y compris les contributions, s'analyse comme suit :

|                                                 | Exercice 2021 | Exercice 2020 |
|-------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Impôt au taux nominal sur résultat courant      | 30 930        | 13 039        |
| Impôt au taux nominal sur résultat exceptionnel | 32            | 84            |
| Impact des :                                    |               |               |
| Différences permanentes                         | 353           | -1 910        |
| Différences temporaires                         | 627           | -876          |
| Participation redressement fiscal               | 0             | 0             |
| Imputation déficit reportable                   | 0             | 0             |
| Ajustement exercice antérieur                   | -190          | -132          |
| Crédits d'impôt et divers                       | -382          | -192          |
| <b>Charge d'impôt de l'exercice</b>             | <b>31 370</b> | <b>10 012</b> |

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, Manpower France est intégrée fiscalement par sa société mère, Manpower France Holding. Dans le cadre de la convention d'intégration fiscale, Manpower France est redevable, vis à vis de la société mère, de l'impôt et des contributions supplémentaires qui auraient été dues sur son bénéfice si elle était imposée individuellement et n'était pas membre du groupe fiscal.

## 18. ENGAGEMENTS HORS BILAN

### 18-1 Engagements reçus

- Garantie financière

Les cautions reçues des banques au titre de la garantie financière en application des articles L 124-8 et de R 124-7 à R 124-27 du code du travail concernant les entreprises de travail temporaire s'élèvent au 31 décembre 2021 à 231 740 K€ auprès de BNP Paribas.

### 18-2 Engagements donnés

- Engagements de retraite

Engagements de retraite non reconnus au 31 décembre 2021 de 20 870 K€.

- Fournisseur IBM

Contrat d'infogérance informatique se terminant le 31 décembre 2024 pour un montant de 12 548 K€.

- Bailleur SCI Eureka Nanterre

Garantie bancaire dans le cadre du contrat de location du siège social à Nanterre d'un montant de 1 378 K€, à échéance Décembre 2024.

- Cautions immobilières établies par le LCL, pour le compte de divers bailleurs

Garanties bancaires en cours au 31 décembre 2021 dans le cadre des contrats de location des agences de Manpower France SAS pour un montant total de 1 410 K€, à échéance variable de 2021 à 2030.

## **19. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le montant des honoraires hors taxes dus aux commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2021 s'élève à 489 K€.

## **20. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

Il convient de souligner qu'aucun évènement important n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle les états financiers ont été établis.

## **21. CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, aucune convention réglementée visée à l'article L227-10 alinéa 4 du Code de Commerce n'a été conclue par la société.





SAS Manpower France  
13, rue Ernest Renan  
92723 Nanterre Cedex  
France

**MANPOWER FRANCE**

S.A.S. au capital de 50 000 000 €  
Siège social : Immeuble Eureka  
13 rue Ernest Renan, 92000 Nanterre  
429 955 297 R.C.S Nanterre

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE  
EN DATE DU 23 JUIN 2022**

EXTRAIT

----- Début d'extrait -----

**DEUXIEME DECISION**

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion établi par le Président, décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice, s'élevant à la somme de 66 479 902 euros, ainsi qu'il suit :

- Versement d'un dividende unitaire de 3,30 euros pour chacune des 50 000 000 d'actions composant le capital social, soit la somme global de ..... 165 000 000 euros,

Par prélèvement :

- o sur le résultat distribuable de la somme de ..... 66 479 902 euros,
- et
- o sur le compte « Autres Réserves » de la somme de ..... 98 520 098 euros.

L'associé unique constate que, compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société ressortent désormais à la somme de 802 658 245 euros, pour un capital de 50 000 000 euros, et demeurent par conséquent supérieurs au montant minimum légal fixé à la moitié du montant du capital social.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'associé unique prend acte que les dividendes mis en distribution et les revenus distribués au titre des trois derniers exercices précédant l'exercice clos ont été les suivants :

| Exercice | Dividende total versé | Dividende éligible à l'abattement | Dividende non éligible à l'abattement |
|----------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|
| 2018     | 160.000.000 €         | 0 €                               | 160.000.000 €                         |
| 2019     | -                     | -                                 | -                                     |
| 2020     | 280.000.000 €         | 0 €                               | 280.000.000 €                         |

Cette décision est adoptée par l'associé unique.

----- Fin d'extrait -----

Certifié conforme  
Le Président



# **Manpower France**

Société par actions simplifiée

13, Rue Ernest Renan  
92000 NANTERRE

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021

## Manpower France

Société par actions simplifiée

13, Rue Ernest Renan

92000 NANTERRE

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

---

À l'associé unique de la société Manpower France

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Manpower France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▣ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▣ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▣ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▣ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▣ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 mars 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Didier OBRECHT



2021

Manpower®

Annexes

SAS Manpower France

Exercice clos le 31.12.2021





**BILAN AU 31 décembre 2021**  
(Montants exprimés en milliers d'euros)

| En K€<br>A C T I F                      | 31-déc-21        |                              |                  | 31-déc-20        | En K€<br>P A S S I F              | 31-déc-21        | 31-déc-20        |
|-----------------------------------------|------------------|------------------------------|------------------|------------------|-----------------------------------|------------------|------------------|
|                                         | Brut             | Amortissements et provisions | Net              | Net              |                                   |                  |                  |
| <b>ACTIF Immobilisé :</b>               |                  |                              |                  |                  | <b>CAPITAUX PROPRES</b>           |                  |                  |
| Immobilisations incorporelles           | 17 365           | 17 197                       | 169              | 196              | Capital                           | 50 000           | 50 000           |
| Immobilisations corporelles             | 108 190          | 88 593                       | 19 597           | 22 218           | Primes d'apport                   | 0                | 0                |
| Titres de participation                 |                  |                              |                  |                  | Réserves et report à nouveau      | 851 178          | 1 100 085        |
| Autres immobilisations financières      | 151 068          | 0                            | 151 068          | 171 054          | Résultat de l'exercice            | 66 480           | 31 093           |
| <b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>           | <b>276 623</b>   | <b>105 789</b>               | <b>170 834</b>   | <b>193 468</b>   | <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>     | <b>967 658</b>   | <b>1 181 178</b> |
|                                         |                  |                              |                  |                  | <b>PROVISIONS POUR RISQUES</b>    | <b>28 004</b>    | <b>32 730</b>    |
|                                         |                  |                              |                  |                  | <b>PROVISIONS POUR CHARGES</b>    | <b>56 708</b>    | <b>51 506</b>    |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                  |                  |                              |                  |                  | <b>DETTES</b>                     |                  |                  |
| Avances et acomptes versés sur commande | 151              |                              | 151              | 324              | Emprunts et dettes financières    | 2 229            | 1 680            |
| Clients et comptes rattachés            | 685 962          | 6 937                        | 679 025          | 619 581          | Fournisseurs et comptes rattachés | 21 207           | 22 034           |
| Autres créances                         | 1 062 065        | 0                            | 1 062 065        | 1 107 896        | Personnel et comptes rattachés    | 575 463          | 501 293          |
| Valeurs mobilières de placement         |                  |                              | 0                | 0                | Etat                              | 233 143          | 193 810          |
| Disponibilités                          | 4 252            |                              | 4 252            | 98 744           | Autres dettes                     | 34 438           | 37 209           |
| Charges constatées d'avance             | 2 524            |                              | 2 524            | 1 428            | Produits constatés d'avance       | 0                | 0                |
| <b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>            | <b>1 754 955</b> | <b>6 937</b>                 | <b>1 748 018</b> | <b>1 827 972</b> | <b>TOTAL DETTES</b>               | <b>866 481</b>   | <b>756 026</b>   |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                      | <b>2 031 578</b> | <b>112 726</b>               | <b>1 918 852</b> | <b>2 021 440</b> | <b>TOTAL PASSIF</b>               | <b>1 918 852</b> | <b>2 021 440</b> |

Les notes de l'annexe font partie intégrante des états financiers.

**COMPTE DE RESULTAT 2021**

(Montants exprimés en milliers d'euros)

| En K€                                       | Exercice 2021  | Exercice 2020 |
|---------------------------------------------|----------------|---------------|
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION :</b>            |                |               |
| Chiffre d'affaires                          | 3 351 775      | 2 927 747     |
| Autres produits                             | 8 227          | 1 449         |
| Reprises sur prov. et Transferts de charges | 28 599         | 66 751        |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION :</b>             |                |               |
| Frais de personnel                          | -3 002 575     | -2 684 882    |
| Autres charges                              | -138 657       | -122 453      |
| Impôts et taxes                             | -116 838       | -118 995      |
| Dotations aux amortissements et provisions  | -22 687        | -29 476       |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>              | <b>107 845</b> | <b>40 142</b> |
| RESULTAT FINANCIER                          | 1 120          | 702           |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL                       | 112            | 261           |
| PARTICIPATION                               | -11 228        | 0             |
| IMPOT SUR LES BENEFICES (dont CICE)         | -31 370        | -10 012       |
| <b>RESULTAT NET</b>                         | <b>66 480</b>  | <b>31 093</b> |
| <b>RESULTAT DE BASE PAR ACTION</b>          | <b>1,33 €</b>  | <b>0,62 €</b> |

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE 2021**

(Montants exprimés en milliers d'euros)

|                                                              | Exercice<br>2021 | Exercice<br>2020 |
|--------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (I)</b>                        | <b>72 166</b>    | <b>44 060</b>    |
| OPERATIONS D'EXPLOITATION :                                  |                  |                  |
| Variation Créances clients et autres                         | -13 232          | 73 648           |
| Variation des Dettes fournisseurs et autres                  | 109 905          | -103 784         |
| <b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION (II)</b>         | <b>96 673</b>    | <b>-30 136</b>   |
| OPERATIONS D'INVESTISSEMENT :                                |                  |                  |
| Cessions d'Immobilisations incorporelles et corporelles      | 0                | 0                |
| Acquisitions d'Immobilisations incorporelles et corporelles  | -3 866           | -4 053           |
| Cessions d'Immobilisations financières                       | 0                | 0                |
| Mouvement des immobilisations financières                    | 19 986           | 332              |
| <b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT (III)</b>      | <b>16 119</b>    | <b>-3 721</b>    |
| OPERATIONS DE FINANCEMENT :                                  |                  |                  |
| Dividendes                                                   | -280 000         | 0                |
| Autres Dettes financières                                    | 428              | -14              |
| <b>FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT (IV)</b>           | <b>-279 572</b>  | <b>-14</b>       |
|                                                              |                  |                  |
| <b>VARIATION DE TRESORERIE (I+II+III+IV)</b>                 | <b>-94 614</b>   | <b>10 189</b>    |
| Trésorerie au 1er janvier                                    | 97 978           | 87 788           |
| Trésorerie au 31 décembre                                    | 3 364            | 97 978           |
|                                                              |                  |                  |
| <b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (I+III+IV)</b> | <b>-191 287</b>  | <b>40 325</b>    |
| <b>EMPLOI NET</b>                                            | <b>-191 287</b>  | <b>0</b>         |
| <b>RESSOURCE NETTE</b>                                       | <b>0</b>         | <b>40 325</b>    |

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2021**

(Montants exprimés en milliers d'euros)

**1. PRINCIPES GENERAUX ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

Les comptes annuels sont établis selon les principes et méthodes comptables définis par le Plan Comptable Général tel que présenté par le règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général modifié par le règlement n°2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables du 4 novembre 2016, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les éléments du bilan sont comptabilisés à leur valeur historique. Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de Manpower France à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci.

Conformément à la loi et aux statuts de la société, les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les montants figurant dans l'annexe sont exprimés en milliers d'euros.

Début janvier 2020, la découverte d'un nouveau coronavirus (SARS-CoV-2) a été annoncée par les autorités sanitaires chinoises et l'OMS et la qualification de pandémie retenue par l'OMS, le 11 mars 2020. Dans les mois qui ont suivis, des mesures restrictives ont été imposées afin de limiter la propagation du virus.

Au cours de l'exercice 2021, certaines de ces mesures sanitaires ont eu un impact sur les activités et la situation financière de la Société. A cet égard, nous avons été amenés à prendre différentes mesures en conformité avec les directives gouvernementales afin de maintenir l'activité de la Société tout en nous assurant de la sécurité de l'ensemble des collaborateurs.

En 2021, le chiffre d'affaire a augmenté de 14,5% par rapport à l'exercice 2020 suite à la reprise d'activité.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des documents comptables sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

## 2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition et comprennent, notamment les droits aux baux, les logiciels et le fonds commercial.

Les variations de ce poste sont présentées dans le tableau ci-dessous :

|                              | Valeur brute        |              |            |                     |
|------------------------------|---------------------|--------------|------------|---------------------|
|                              | Solde au 31/12/2020 | Acquisitions | Sorties    | Solde au 31/12/2021 |
| Marques commerciales         | 0                   |              |            | 0                   |
| Fonds commercial             | 4 514               |              |            | 4 514               |
| Droits aux baux et assimilés | 2 984               | 40           | -95        | 2 929               |
| Progiciels                   | 9 922               | 0            | 0          | 9 922               |
| Immobilisations en cours     |                     |              |            |                     |
| <b>Total</b>                 | <b>17 420</b>       | <b>40</b>    | <b>-95</b> | <b>17 365</b>       |

|                              | Amortissement       |           |                     |
|------------------------------|---------------------|-----------|---------------------|
|                              | Solde au 31/12/2020 | Dotation  | Solde au 31/12/2021 |
| Marques commerciales         | 0                   |           | 0                   |
| Fonds commercial             | 4 514               |           | 4 514               |
| Droits aux baux et assimilés | 2 863               | 24        | 2 792               |
| Progiciels                   | 9 846               | 45        | 9 891               |
| <b>Total</b>                 | <b>17 223</b>       | <b>69</b> | <b>17 197</b>       |

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé selon le mode linéaire en fonction des durées de vie économiques suivantes :

- Les droits aux baux et assimilés sont dépréciés sur 9 ans, car ils sont considérés comme ayant une durée de vie finie.
- Les progiciels sont amortis sur une durée de 3 ans, conformément à la Loi de Finances du 29/12/2016.

### 3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production (coûts directs et indirects).

Les dépenses de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées, sauf dans le cas où elles contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation, auquel cas elles sont comptabilisées en immobilisations corporelles.

Les variations de ce poste sont présentées dans le tableau ci-dessous :

|                                | Valeur brute        |              |             |            |                     |
|--------------------------------|---------------------|--------------|-------------|------------|---------------------|
|                                | Solde au 31/12/2020 | Acquisitions | Sorties     | Transferts | Solde au 31/12/2021 |
| Matériel et mobilier de bureau | 12 029              | 446          | -77         |            | 12 398              |
| Matériel informatique          | 9 344               | 605          | -14         |            | 9 935               |
| Matériel de transport          | 0                   |              |             |            | 0                   |
| Agencements, installations     | 83 900              | 2 806        | -849        |            | 85 857              |
| Immobilisations en cours       | 31                  |              |             | -31        | 0                   |
| <b>Total</b>                   | <b>105 304</b>      | <b>3 857</b> | <b>-940</b> | <b>-31</b> | <b>108 190</b>      |

|                                | Amortissement       |              |             |                     |
|--------------------------------|---------------------|--------------|-------------|---------------------|
|                                | Solde au 31/12/2020 | Dotation     | Reprise     | Solde au 31/12/2021 |
| Matériel et mobilier de bureau | 10 227              | 608          | -69         | 10 766              |
| Matériel informatique          | 8 397               | 912          | -14         | 9 295               |
| Matériel de transport          | 0                   |              |             | 0                   |
| Agencements, installations     | 64 463              | 4 844        | -775        | 68 532              |
| <b>Total</b>                   | <b>83 087</b>       | <b>6 364</b> | <b>-858</b> | <b>88 593</b>       |

Les sorties concernent principalement les mises au rebut pour la rénovation d'agences et le renouvellement d'une partie du parc informatique.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées de vie économiques suivantes :

- |                                  |               |   |                         |
|----------------------------------|---------------|---|-------------------------|
| - Matériel et mobilier de bureau | Mobilier      | : | 6 ans en linéaire       |
|                                  | Téléphonie    | : | 3 ou 4 ans en linéaire  |
|                                  | Photocopieurs | : | 3 ans en linéaire       |
| - Matériel informatique          |               | : | 3 ou 4 ans en dégressif |
| - Matériel de transport          |               | : | 3 ou 4 ans en linéaire  |
| - Agencements, installations     |               | : | 9 ans en linéaire       |

#### 4. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Au 31 décembre 2021, ce poste comprend :

- Les dépôts de garantie essentiellement de loyers pour 832K€.
- Un prêt de 150 000 K€ à la société Manpower Global INC.

#### 5. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances clients et comptes rattachés incluent :

|                             | 31-déc-21      | 31-déc-20      |
|-----------------------------|----------------|----------------|
| Créances clients            | 490 128        | 455 900        |
| <i>dont clients douteux</i> | <i>8 657</i>   | <i>10 181</i>  |
| Effets en portefeuille      | 10 866         | 11 068         |
| Factures à établir          | 184 968        | 160 855        |
| Dépréciation                | -6 937         | -8 243         |
| <b>Total</b>                | <b>679 025</b> | <b>619 581</b> |

Les créances clients et comptes rattachés ont une échéance à moins d'un an.

Les provisions sont constituées sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances. Les créances sont transférées en clients douteux dès qu'apparaît une perte probable sur leur recouvrement. La provision pour dépréciation est déterminée, pour l'essentiel, par une analyse individuelle de chaque dossier par le service crédit.



## 6. AUTRES CREANCES ET CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

### 6-1 Autres créances

Les autres créances ont majoritairement une échéance à moins d'un an et comprennent :

|                                                           | 31-déc-21        |                        |                      | 31-déc-20        |
|-----------------------------------------------------------|------------------|------------------------|----------------------|------------------|
|                                                           | Total            | dont<br>à moins d'1 an | dont<br>de 1 à 5 ans |                  |
| Créances fiscales                                         | 66 182           | 66 182                 |                      | 85 226           |
| Créances sociales<br>(personnel et<br>organismes sociaux) | 23 703           | 23 703                 | -                    | 13 318           |
| Groupe et Associés                                        | 971 824          | 971 824                | -                    | 1 008 939        |
| Fournisseurs<br>débiteurs                                 | 41               | 41                     |                      | 225              |
| Autres                                                    | 316              | 316                    | -                    | 188              |
| Dépréciation                                              | -                | -                      | -                    | -                |
| <b>Total</b>                                              | <b>1 062 065</b> | <b>1 062 065</b>       | <b>0</b>             | <b>1 107 896</b> |

- Les créances fiscales comprennent pour l'essentiel :
  - Le chômage partiel 2 170 K€
  - Le CICE pour un total de 43 898 K€
  - La TVA pour un total de 9 932 K€
- Le poste Groupe et associés inclut les avances de trésorerie auprès de Manpower France Holding pour un montant de 971 064 K€.

### 6-2 Charges constatées d'avance

Elles concernent des charges d'exploitation liées pour l'essentiel à des abonnements de maintenance informatique payables d'avance et se décomposent ainsi :

| CCA                                        | 31-déc-21    | 31-déc-20    |
|--------------------------------------------|--------------|--------------|
| Loyers                                     | 65           | 115          |
| Prestations<br>maintenance<br>Informatique | 612          | 478          |
| Autres                                     | 1 847        | 835          |
| <b>Total</b>                               | <b>2 524</b> | <b>1 428</b> |

## 7. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

|                                       | Capital Social | Prime d'apport | Réserves     | Réserves Diverses | Report à nouveau | Résultat      | Capitaux Propres |
|---------------------------------------|----------------|----------------|--------------|-------------------|------------------|---------------|------------------|
| <b>Capitaux propres au 31/12/2020</b> | <b>50 000</b>  | -              | <b>5 000</b> | <b>1 001 486</b>  | <b>93 599</b>    | <b>31 093</b> | <b>1 181 178</b> |
| Affectation du résultat 2020          | -              |                |              |                   |                  |               | -                |
| Décision AG 2021                      |                |                |              |                   |                  |               | -                |
| Distribution de Dividendes            |                |                |              | - 155 308         | - 93 599         | - 31 093      | - 280 000        |
| Résultat de l'exercice                | -              | -              | -            |                   | -                | 66 480        | 66 480           |
| <b>Capitaux propres au 31/12/2021</b> | <b>50 000</b>  | -              | <b>5 000</b> | <b>846 178</b>    | -                | <b>66 480</b> | <b>967 658</b>   |

Au 31 décembre 2021, le capital social est détenu en totalité par Manpower France Holding SAS. Il est composé de 50 000 000 d'actions d'une valeur de 1 € chacune.

Manpower France est consolidée par Manpower Inc, société mère américaine (100 Manpower Place, Milwaukee, WI 53212 USA), suivant la méthode de l'intégration globale.

Les Etats Financiers consolidés sont disponibles en consultation sur le site web [www.manpowergroup.com](http://www.manpowergroup.com).

## 8. PROVISIONS POUR RISQUES &amp; CHARGES

La société est exposée à des risques réglementaires et sociaux liés aux spécificités du secteur du travail temporaire et du droit social.

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de Manpower France à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques de Manpower France ou d'engagements ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que Manpower France assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions pour risques et charges correspond à la sortie de ressources devant probablement être supportée par Manpower France pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les risques auxquels la société est exposée font l'objet de provisions estimées de façon individuelle en fonction des informations et analyses disponibles à la date d'arrêté des comptes, et de la réglementation en vigueur à cette date. Ces provisions sont ajustées ou reprises en fonction de l'évolution des risques.

Les mouvements comptabilisés au titre des provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

|                                       | <b>Solde au<br/>31/12/2020</b> | <b>Dotation de<br/>l'exercice</b> | <b>Reprise sur<br/>consommation</b> | <b>Reprise sans<br/>objet</b> | <b>Solde au<br/>31/12/2021</b> |
|---------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|
| <b>Provision<br/>pour risques</b>     | <b>32 730</b>                  | <b>8 425</b>                      | <b>3 949</b>                        | <b>9 202</b>                  | <b>28 004</b>                  |
| - URSSAF                              | 24 749                         | 5 742                             | 0                                   | 9 202                         | 21 289                         |
| - Autres                              | 7 981                          | 2 683                             | 3 949                               |                               | 6 715                          |
| <b>Provision<br/>pour<br/>charges</b> | <b>51 505</b>                  | <b>7 145</b>                      | <b>1 941</b>                        | <b>0</b>                      | <b>56 709</b>                  |
| - Retraite                            | 51 145                         | 7 123                             | 1 941                               |                               | 56 327                         |
| - Autres                              | 360                            | 22                                | 0                                   |                               | 382                            |
| <b>Total</b>                          | <b>84 235</b>                  | <b>15 570</b>                     | <b>5 890</b>                        | <b>9 202</b>                  | <b>84 713</b>                  |

### 8-1 Provisions pour risques

La dotation de l'exercice sur la provision URSSAF comprend la provision constituée au titre des salaires de l'année ainsi que l'actualisation des provisions constituées sur les années antérieures.

La ligne Autres provisions pour risques concerne des provisions constituées pour l'essentiel dans le cadre de contentieux avec le personnel.

### 8-2 Provision pour charges

La société Manpower comptabilise ses engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie ainsi que la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés.

L'évaluation de la provision Retraite est faite en application de la recommandation ANC 2013-02.

Les hypothèses actuarielles sont revues chaque année. Pour l'exercice 2021, elles se présentent ainsi :

- Age de départ à la retraite :  
65 ans pour les collaborateurs cadres,  
62 ans pour les autres collaborateurs,
- Evolution des salaires : basée sur l'historique des salaires par tranche d'âge
- Taux d'actualisation : 0,95 %
- Espérance de vie : basée sur les indices INSEE 2015-2017
- Taux de rotation : calculé suivant les données réelles de la société.

Au compte de résultat, la charge reportée correspond à la somme :

- du coût des services rendus qui matérialise l'augmentation des engagements liée à l'acquisition d'une année de droit complémentaire,
- et la charge d'intérêt qui traduit la désactualisation des engagements.

Les effets cumulés des écarts actuariels sont amortis dès lors que ceux-ci excèdent 10 % du montant de l'engagement brut des placements dédiés ou de la valeur de marché de ces placements en fin d'exercice. La société applique la "méthode du corridor". L'amortissement de ces écarts se fera à compter de l'exercice suivant leur constatation sur la durée résiduelle moyenne d'activité du personnel concerné.

L'engagement total est de 77 197 K€ au 31 décembre 2021.

La provision pour indemnités de départ à la retraite comptabilisée au 31 décembre 2021 représente un montant de 56 327 K€. Les écarts actuariels non comptabilisés s'élèvent à 20 870 K€, à comparer à un montant de 29 329 K€ à fin 2020.

La dotation nette constatée au cours de l'exercice est de 5 182 K€.

## 9. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les emprunts et dettes financières s'analysent comme suit :

|                                       | 31-déc-21    |                     |                   | 31-déc-20    |
|---------------------------------------|--------------|---------------------|-------------------|--------------|
|                                       | Total        | dont à moins d'1 an | dont de 1 à 5 ans |              |
| Etablissements de crédit              | 888          | 88                  |                   | 766          |
| Fonds de participation des salariés   | 341          | 341                 |                   | 323          |
| Groupe – Emprunts et comptes courants | 1 000        | 1 000               |                   | 591          |
| Autres                                | 0            | 0                   |                   | 0            |
| <b>Total</b>                          | <b>2 229</b> | <b>2 229</b>        | <b>0</b>          | <b>1 680</b> |

## 10. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Ceux-ci, à échéance à moins d'un an, incluent :

|                                      | 31-déc-21     | 31-déc-20     |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Dettes fournisseurs d'exploitation   | 7 605         | 5 611         |
| Dettes fournisseurs d'immobilisation | 45            | 151           |
| Charges à payer                      | 13 557        | 16 272        |
| <b>Total</b>                         | <b>21 207</b> | <b>22 034</b> |

## 11. PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES

Les dettes de personnel et comptes rattachés ont une échéance à moins d'un an et correspondent à des dettes envers :

|                                          | 31-déc-21      | 31-déc-20      |
|------------------------------------------|----------------|----------------|
| Personnel                                | 400 777        | 348 057        |
| <i>dont provision pour participation</i> | <i>11 228</i>  | <i>0</i>       |
| Organismes sociaux                       | 174 686        | 153 236        |
| <b>Total</b>                             | <b>575 463</b> | <b>501 293</b> |

La société emploie, au 31 décembre 2021, 3 159 salariés en contrat à durée indéterminée et 212 salariés en contrat à durée déterminée et 336 Apprentis et stagiaires, soit un total de 3 707 salariés (vs. 3 596 salariés en 2020), non compris le personnel intérimaire en mission. Au 31 décembre 2021, la société emploie 15 023 contrats de CDI Intérimaires.

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait à donner indirectement une rémunération individuelle.

Les charges de personnel permanent et intérimaire se décomposent comme suit :

|                  | 31-déc-21        | 31-déc-20        |
|------------------|------------------|------------------|
| Salaires         | 2 336 347        | 2 095 441        |
| Charges sociales | 666 228          | 589 441          |
| <b>Total</b>     | <b>3 002 575</b> | <b>2 684 882</b> |

## 12. DETTES FISCALES

Les dettes fiscales ont une échéance à moins d'un an et comprennent :

|                        | 31-déc-21      | 31-déc-20      |
|------------------------|----------------|----------------|
| Etat :                 |                |                |
| Impôt sur les sociétés | 31 559         | 10 144         |
| TVA                    | 180 764        | 166 770        |
| Autres                 | 20 820         | 16 896         |
| <b>Total</b>           | <b>233 143</b> | <b>193 810</b> |

Le poste Autres comprend essentiellement des charges fiscales à payer sur les frais de personnel.

## 13. AUTRES DETTES

Au 31 décembre 2021, les autres dettes s'élèvent à 34 438 K€ et correspondent pour l'essentiel à des avoirs à établir.

## 14. CHIFFRE D'AFFAIRES

Conformément au règlement comptable, la ventilation du chiffre d'affaires n'est pas mentionnée.

## 15. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'analyse comme suit :

|                                              | Exercice<br>2021 | Exercice<br>2020 |
|----------------------------------------------|------------------|------------------|
| Produits financiers de créances immobilisées | 2 035            | 1 573            |
| Autres Intérêts et produits assimilés        | 78               | 121              |
| Intérêts et charges assimilées               | -993             | -993             |
| Reprise sur provision pour dépréciation      |                  |                  |
| Gains ou pertes nets de change               | 0                | 0                |
| <b>Total</b>                                 | <b>1 120</b>     | <b>701</b>       |

Les produits financiers proviennent principalement des revenus d'avances faites à Manpower GLOBAL Inc, et à Manpower France Holding, et également des derniers intérêts facturés à Manpower INC USA maison mère de la société (remboursement de prêt intervenu le 27/04/2021).

Les autres intérêts et produits assimilés proviennent des intérêts de retard facturés aux clients.

Les charges financières sont composées essentiellement d'escomptes accordés pour 968 K€.

## 16. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel comprend les éléments suivants :

|                                                    | Exercice<br>2021 | Exercice<br>2020 |
|----------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Prix de cession des immobilisations cédées         |                  |                  |
| Valeur nette comptable des immobilisations sorties | -82              | -65              |
| Autres produits exceptionnels                      | 1 383            | 1 234            |
| Autres charges exceptionnelles                     | -1 189           | -908             |
| <b>Total</b>                                       | <b>112</b>       | <b>261</b>       |

## 17. IMPOSITION

La charge d'impôt de l'exercice, y compris les contributions, s'analyse comme suit :

|                                                 | Exercice 2021 | Exercice 2020 |
|-------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Impôt au taux nominal sur résultat courant      | 30 930        | 13 039        |
| Impôt au taux nominal sur résultat exceptionnel | 32            | 84            |
| Impact des :                                    |               |               |
| Différences permanentes                         | 353           | -1 910        |
| Différences temporaires                         | 627           | -876          |
| Participation redressement fiscal               | 0             | 0             |
| Imputation déficit reportable                   | 0             | 0             |
| Ajustement exercice antérieur                   | -190          | -132          |
| Crédits d'impôt et divers                       | -382          | -192          |
| <b>Charge d'impôt de l'exercice</b>             | <b>31 370</b> | <b>10 012</b> |

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, Manpower France est intégrée fiscalement par sa société mère, Manpower France Holding. Dans le cadre de la convention d'intégration fiscale, Manpower France est redevable, vis à vis de la société mère, de l'impôt et des contributions supplémentaires qui auraient été dues sur son bénéfice si elle était imposée individuellement et n'était pas membre du groupe fiscal.

## 18. ENGAGEMENTS HORS BILAN

### 18-1 Engagements reçus

- Garantie financière

Les cautions reçues des banques au titre de la garantie financière en application des articles L 124-8 et de R 124-7 à R 124-27 du code du travail concernant les entreprises de travail temporaire s'élèvent au 31 décembre 2021 à 231 740 K€ auprès de BNP Paribas.

### 18-2 Engagements donnés

- Engagements de retraite

Engagements de retraite non reconnus au 31 décembre 2021 de 20 870 K€.

- Fournisseur IBM

Contrat d'infogérance informatique se terminant le 31 décembre 2024 pour un montant de 12 548 K€.



- Bailleur SCI Eureka Nanterre

Garantie bancaire dans le cadre du contrat de location du siège social à Nanterre d'un montant de 1 378 K€, à échéance Décembre 2024.

- Cautions immobilières établies par le LCL, pour le compte de divers bailleurs

Garanties bancaires en cours au 31 décembre 2021 dans le cadre des contrats de location des agences de Manpower France SAS pour un montant total de 1 410 K€, à échéance variable de 2021 à 2030.

## **19. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le montant des honoraires hors taxes dus aux commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2021 s'élève à 489 K€.

## **20. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

Il convient de souligner qu'aucun évènement important n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle les états financiers ont été établis.

## **21. CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, aucune convention réglementée visée à l'article L227-10 alinéa 4 du Code de Commerce n'a été conclue par la société.



SAS Manpower France  
13, rue Ernest Renan  
92723 Nanterre Cedex  
France